

● (2152)

En théorie, toutes ces concessions fiscales accordées aux sociétés visent à stimuler la situation de l'emploi. De fait, lors du dernier budget ou mini-budget du ministre des Finances (M. Chrétien), certaines compagnies comme Inco ont reçu des concessions fiscales de plusieurs millions de dollars. Qu'est-ce que cela a donné? Des milliers de travailleurs ont été congédiés. La même chose s'est produit dans le cas de sociétés comme Northern Telecom, qui a congédié plus d'un millier d'employés, et Alcan à Terre-Neuve.

Je pourrais donner encore bien d'autres exemples pour montrer que ces réductions fiscales, qui devaient stimuler l'économie et créer des emplois, ne donnent rien. De fait, c'est un gaspillage d'argent. Cela veut dire moins d'argent pour le trésor fédéral et, si les sociétés paient moins d'impôts, tout le monde sait qui doit en payer davantage pour compenser. C'est vous et moi et tous les contribuables ordinaires, monsieur l'Orateur.

Les impôts des sociétés baissent pendant que leurs bénéficiaires augmentent. Les concessions fiscales ne créent pas les emplois qu'on nous avait promis. En outre, le taux d'imposition réel des sociétés était de 29.6 p. 100 en 1970 et il avait baissé à 26.6 en 1975. Toutes proportions gardées, les sociétés contribuent moins au trésor fédéral que jamais auparavant. Si nous revenons quelques années en arrière, nous constatons qu'en 1950, les impôts sur le revenu des particuliers représentaient environ 20 p. 100 de l'ensemble du revenu fédéral et les impôts sur le revenu des sociétés en représentaient 28 p. 100. En 1974, c'est-à-dire la dernière année pour laquelle nous possédions des chiffres, les impôts sur le revenu des particuliers représentaient 38 p. 100 des recettes fédérales tandis que les impôts des sociétés n'en représentaient que 16 p. 100. Il est donc bien clair que la part des sociétés a diminué.

Les concessions fiscales accordées aux sociétés importantes coûtent chaque année aux contribuables canadiens plus cher que les dépenses fédérales pour les soins de santé, les pensions de vieillesse et les autres programmes que le gouvernement prétend qu'il doit réduire parce qu'il n'a pas suffisamment d'argent.

J'estime qu'il nous faut procéder à une réforme radicale de tout notre régime fiscal. Ce ne sont ni les libéraux ni les conservateurs qui l'accompliront. Ces deux partis se sont opposés aux recommandations de la Commission royale Carter sur l'imposition. Ils ont appuyé l'idée d'un régime d'imposition fiscal progressif, qu'une piastre est une piastre et que l'on ne peut contourner cette idée d'impôt progressif en appliquant toutes ces exemptions et déductions fiscales dont bénéficient les Canadiens à revenu élevé. C'est ce que la Commission royale Carter a demandé et l'opposition émanant des milieux de la grande entreprise ainsi qu'un certain nombre de députés conservateurs et libéraux a été effectivement si forte que les principales recommandations de cette Commission n'ont pas été appliquées. Il n'empêche que les contribuables que nous sommes, et certainement ceux d'entre nous, des catégories à faible et moyen revenus n'avons cessé de prier pour qu'elles le soient un jour.

Si nous débarrassons nos régimes d'imposition fiscale des particuliers et des sociétés de ces subventions injustes, notamment celles dont bénéficient les riches et les grosses sociétés il serait alors possible de réduire de façon substantielle les impôts

Impôt sur le revenu—Loi

des Canadiens ordinaires, qu'ils soient des travailleurs, des chefs de petites entreprises ou des agriculteurs. Le gouvernement fédéral aurait en même temps accès à de nouvelles sources de revenu pour accroître des programmes sociaux et économiques.

Il est certain que nous pouvons nous servir de notre régime fiscal pour instaurer davantage d'équité, pour essayer de contribuer à abolir les anomalies et les injustices dont souffrent tant de nos concitoyens qui s'efforcent de joindre les deux bouts, qui doivent affronter d'énormes loyers ou des versements d'hypothèque considérables, qui constatent que le coût des biens de consommation essentiels augmente quotidiennement et qui désirent plus de justice économique sans toutefois l'obtenir du gouvernement, spécialement dans le domaine de l'imposition. Au contraire, ils se rendent compte que le système frappe encore plus durement ceux qui sont le moins en mesure de supporter leur fardeau.

Il est certain que si nous nous considérons comme un pays civilisé, nous devrions mettre fin à cette discrimination dans notre régime fiscal. Nous devrions reprendre les idées proposées par la Commission royale Carter sur l'imposition. Nous devrions mettre fin aux échappatoires fiscales et commencer par contraindre à payer son écot le secteur le plus riche de notre économie, à savoir celui des grosses sociétés qui ont reçu de la part du gouvernement actuel depuis l'entrée en fonction du premier ministre quelque dix milliards de dollars sous forme d'impôts différés. Ces dix milliards d'impôts différés ont été accordés sans que ne s'y ajoutent des intérêts. Si vous et moi, monsieur l'Orateur, sommes en retard dans le paiement de nos impôts sur le revenu, il nous faut alors acquitter des intérêts, ce qui n'est pas le cas de ces sociétés qui peuvent différer le paiement de ces dix milliards d'impôts.

Nous devrions commencer à récupérer une partie de cet argent en posant des conditions sévères aux dégrèvements fiscaux que nous accordons. Je ne parle pas de supprimer ces dégrèvements, mais nous devons lier l'idée de création d'emplois et d'expansion économique à des conditions extrêmement rigoureuses, au lieu simplement de signer un chèque en blanc à ces sociétés pour leur permettre d'encaisser de l'argent.

Nous devons remettre notre économie sur pied. Nous ne pouvons tolérer plus longtemps les dépenses que représentent plus d'un million de chômeurs. Le trésor fédéral le paye très cher à deux titres: baisse de ses revenus et dépenses des allocations d'assurance-chômage. Les Canadiens veulent travailler. Ils ne veulent pas vivre d'assistance sociale. Mais quand j'examine les politiques économiques du gouvernement, c'est décourageant et les bras m'en tombent. L'occasion d'apporter des réformes ne manque pas, et il faudrait tout d'abord commencer par revoir le régime de l'impôt sur le revenu, et alléger la charge écrasante des Canadiens qui travaillent dur pour voir au bout du compte leur revenu partir en miettes à cause d'un régime fiscal injuste.

Nous avons besoin d'un gouvernement qui se servira de ces nouveaux revenus en appliquant un régime fiscal juste et des programmes économiques qui remettront les Canadiens au travail et le pays sur la voie de la prospérité.

M. Mazankowski: Monsieur l'Orateur, étant donné l'heure, puis-je dire qu'il est 10 heures?